

3 1761 12061026 6

CAI Z 1
-63B500

Government
Publications

R FRITH

RAPPORT FINAL

AUTEUR: Prof. JEAN MEYNAUD

SUJET: Le problème des langues
dans l'économie privée
helvétique.
div. iv contrat no 2



Presented to the
LIBRARY *of the*
UNIVERSITY OF TORONTO

by

Mr. Royce Frith
Commissioner

Royal Commission on
Bilingualism and
Biculturalism

ACCOPRESS

GENUINE PRESSBOARD BINDER

CAT. NO. **BP 2507 EMB**

ACCO CANADIAN COMPANY LTD.
TORONTO

OGDENSBURG, N. Y., CHICAGO, LONDON

830-165

CAI Z 1
-63 B500

R

Rapport sur
le problème des langues
dans l'économie privée helvétique

présenté par Jean Meynaud
Professeur à l'Université de Lausanne
- avec le concours de Monique Chollet

Lausanne, Juin 1965



R

**Rapport sur
le problème des langues
dans l'économie privée helvétique**

**présenté par Jean Meynaud
Professeur à l'Université de Lausanne
- avec le concours de Monique Chollet**

Lausanne, Juin 1965



Introduction

L'objet de cette enquête est de déterminer les pratiques que suit le secteur privé en Suisse pour résoudre les difficultés que pose l'existence du plurilinguisme.

Pour entreprendre ces recherches, nous avons délimité le secteur privé en prenant comme échantillon des organisations et entreprises ayant des ramifications dans les trois régions linguistiques. L'utilisation des langues dans ce secteur ne fait l'objet d'aucune documentation ou réglementation stricte mais répond plutôt à des adaptations pratiques souples; c'est pourquoi nous avons pris contact avec les responsables des entreprises et organisations qui nous ont paru être les plus représentatives du secteur privé suisse.

Nous allons tout d'abord analyser le problème tel qu'il se présente dans les secteurs retenus pour l'enquête. Nous essaierons ensuite de dégager une synthèse générale à partir de ces données de base.

Afin d'accroître la valeur documentaire de cette note, nous présentons sous forme d'annexes les procès-verbaux d'un certain nombre des entretiens qui ont pris place au cours de notre enquête. Bien qu'ils comportent de l'un à l'autre diverses répétitions, ces procès-verbaux permettent de mieux saisir la pensée de nos interlocuteurs.

L'accord de ceux-ci sur le contenu du procès-verbal n'ayant pas été sollicité, nous désirons que, dans la mesure où le présent rapport ferait l'objet d'une publication imprimée, le texte de ces entretiens n'y soit pas compris.

I. Les différents secteurs de l'économie privée face au problème des langues

Les secteurs que nous avons prospectés sont au nombre de trois : banques et compagnies d'assurances; coopératives (qui, en Suisse jouent un rôle considérable dans le commerce de détail); organisations professionnelles (groupements patronaux, agricoles et ouvriers).

A. Banques et compagnies d'assurances

Nous avons retenu comme objet de notre enquête dans ce secteur des organisations à succursales multiples établies sur tout le territoire national. Compte tenu de cette structure et de leur intérêt économique (lutte contre une forte concurrence de façon à attirer une clientèle de plus en plus nombreuse), ces deux secteurs manifestent une attitude à peu près semblable face au problème des langues.

D'une manière générale, les banques et compagnies d'assurance vouent à ce problème un soin particulier. Il faut cependant établir une distinction entre les rapports internes de la centrale avec ses succursales, d'une part, et les rapports externes avec la clientèle, de l'autre.

1. Rapports internes

Dans les rapports entre la centrale et les succursales, on constate que l'effort fourni pour traduire la documentation interne et la correspondance ne revêt pas une importance aussi grande que ce n'est le cas dans les rapports avec la clientèle. Ceci s'explique par le fait que les cadres moyens et supérieurs des banques et compagnies d'assurance sont, au moins en quelque mesure, presque toujours bilingues (allemand - français) pour les compagnies d'assurance et trilingues pour les banques (allemand - français - anglais).

1. The first section of the document is devoted to a general description of the project and its objectives. It also mentions the names of the participants and the date of the meeting.

The second section contains a detailed account of the work done during the meeting. It describes the discussions, the decisions taken, and the tasks assigned to the participants. It also mentions the progress made and the challenges faced.

The third section is a summary of the main points discussed during the meeting. It highlights the key decisions and the action items. It also mentions the date and place of the next meeting. The fourth section is a conclusion, which summarizes the overall outcome of the meeting and expresses the confidence in the success of the project.

The fifth section is a list of the participants and their roles. It also mentions the date and place of the meeting. The sixth section is a list of the documents and materials used during the meeting. It also mentions the date and place of the meeting. The seventh section is a list of the references and sources used in the document. It also mentions the date and place of the meeting.

A l'échelon supérieur, le conseil d'administration réunit presque exclusivement des ressortissant d'une même région linguistique, qui varie selon l'endroit où se situe le siège central de la banque ou compagnie d'assurance.

Dans les rapports entre les directeurs des différentes succursales et le siège central, la langue utilisée dépend le plus souvent des connaissances linguistiques des chefs de succursales.

A l'échelon inférieur, les employés bénéficient des échanges organisés entre les diverses régions. Cependant, si les employés de Suisse alémanique acceptent facilement de se rendre une année ou deux en Suisse romande, tel n'est généralement pas le cas pour les Romands qui préfèrent effectuer des stages de formation à l'étranger, en Allemagne notamment. Cette attitude est une réaction face aux dialectes suisses alémaniques qu'un Romand accepte difficilement d'assimiler, en plus de la langue allemande.

2. Rapports externes

Le bon fonctionnement d'une banque ou compagnie d'assurance dont les succursales sont implantées dans toute la Suisse, nécessite la traduction dans les trois langues de tous les documents et formules qui touchent la clientèle. Dans le secteur des banques, l'anglais prime sur l'italien, étant donné l'importance numérique des clients de langue anglaise en Suisse et à l'étranger.

Il semble que la nature technique d'une grande partie du travail qu'assument les banques et compagnies d'assurance limite la portée du problème des langues dans ces deux secteurs. La seule difficulté véritable, celle de la traduction des documents destinés à la clientèle, est une nécessité économique dont les banques et compagnies d'assurance qui ont voulu s'établir sur tout le territoire ont pris conscience dès leur création. Avec le temps, la routine a

permis de reporter au second plan ces problèmes résolus une fois pour toutes.

Pour un développement de ces notions, voir les procès-verbaux des quatre entretiens suivants :

- entretien avec M. Stahl, assistant du chef du personnel de l'Union de Banque, Suisse, Zurich (Annexe 1)
- entretien avec le professeur Jean Golay, Président du Conseil d'Administration de la Société Vaudoise de Secours Mutuels, Lausanne (Annexe 2)
- entretien avec M. Wavre, directeur de la Compagnie d'assurance La Suisse, Lausanne (Annexe 3)
- entretien avec M. Fluckiger, Société d'assurance La Générale Berne (Annexe à 4).

B. Coopératives

Les deux grandes coopératives dont nous avons étudié l'attitude face au problème des langues sont la Migros, d'une part et l'Union Suisse des Coopératives, de l'autre.

En dehors de certaines caractéristiques propres à l'organisation de la Migros, les deux coopératives adoptent une position semblable dans la plupart des cas :

1. Il n'y a de traduction que pour les assemblées des délégués dans lesquelles chaque région linguistique est représentée. Dans les autres réunions, où l'on compte une forte majorité de Suisses alémaniques, chacun parle sa langue et il n'y a pas de traduction. On suppose donc qu'à l'échelon supérieur, le bilinguisme est une règle.

2. Il est indiqué dans les statuts qu'il doit être tenu compte des différentes langues nationales. Cet article permet de sauvegarder les droits des minorités dont la majorité sera contrainte de tenir compte.

3. L'effort fourni par la centrale pour traduire la correspondance, les rapports annuels, les statuts et toute autre documentation dépend de l'importance économique des différentes régions du pays et de leurs achats à l'Union, ce qui explique le peu d'importance attachée à la langue italienne.

4. Pour chaque région linguistique, il existe un organe de presse hebdomadaire indépendant avec une équipe rédactionnelle propre. Etant donné le tirage restreint, l'édition en langue italienne se révèle peu rentable. On peut en déduire qu'au niveau des rapports avec la clientèle, les coopératives fournissent un effort plus grand qu'au niveau des rapports internes.

En dehors de ces considérations valables pour les deux organisations coopératives, la Migros présente certaines caractéristiques propres :

La structure fortement centralisée de la Migros, avec des cadres presque exclusivement suisses alémaniques au siège central peut s'expliquer par l'origine même de cette coopérative : de son centre de Zurich, elle a peu à peu installé des succursales dans tout le pays, sans pour autant confier des postes clefs à des Romands ou à des Tessinois. Dans tous les centres de Suisse romande, ce sont partout des Suisses alémaniques qui sont désignés comme responsables de la gestion, ce qui provoque de la part des Romands des réflexes de frustration du fait qu'ils ne sont pas maîtres dans leur propre région. L'un de nos interlocuteurs de la Migros (E. Agiez) a cru pouvoir justifier cette politique en invoquant la supériorité commerciale naturelle de l'élément allemand sur celui de Suisse romande.

Cette situation comporte en tout cas un avantage : les contacts entre la centrale et les succursales sont facilités puisqu'il existe toujours une langue véhiculaire au niveau supérieur : l'allemand.

Pour un développement de ces notions, voir les procès verbaux des trois entretiens suivants :

- entretien avec M. Boson privat-docent à l'Université de Lausanne au sujet de l'Union Suisse des Coopératives de Consommation, Bâle (Annexe 5)
- entretien avec M. Behringer, adjoint du secrétaire général de la Société Coopérative Migros, Zurich (Annexe 6)
- entretien avec M. Eric Agioz, directeur de l'Ecole-Club Migros, Lausanne (Annexe 7).

C. Organisations professionnelles

Il est difficile de dégager une synthèse générale de tous les renseignements obtenus. En effet, chaque organisation syndicale ou patronale attache une importance plus ou moins grande au problème des langues selon sa dimension, son rayon d'activité, la répartition géographique de son recrutement. Il s'avère donc plus judicieux de mettre en relief certains points soulevés lors des discussions avec les responsables de ces groupements.

Avant toute chose, il faut souligner que de nombreux problèmes qui se posent aux syndicats et au patronat ne dépassent pas le niveau local. C'est la raison pour laquelle l'existence des trois langues nationales ne représente pas un handicap constant.

Pour ces secteurs, les difficultés majeures se posent à deux niveaux :

1. Dans les assemblées réunissant des représentants d'un groupement professionnel à l'échelle suisse, les participants qui, dans leur travail courant, n'ont pas la nécessité de connaître l'allemand et le français, devront comprendre le français pour les Suisses alémaniques, l'allemand et parfois même le dialecte pour les Romands. Cette exigence est loin d'être toujours satisfaite.

2. Une partie de la documentation technique n'est publiée qu'en allemand. Seuls des spécialistes sont à même de traduire certains textes, ce qui occasionne des pertes de temps car les traducteurs sont difficilement disponibles, et surtout des frais supplémentaires lourds à supporter pour de petites organisations à budget restreint.

En ce qui concerne les organisations de faits, en prenant comme critère l'Union syndicale suisse pour les syndicats et l'Union des arts et métiers (petites et moyennes entreprises - artisanat) pour le patronat, nous avons fait les constatations suivantes :

a) Jamais un Romand ou un Tessinois n'a occupé la tête d'une de ces organisations. Aucune règle ne précise cette tradition mais il est certain qu'à qualifications professionnelles égales ou supérieures, on exigerait d'un Romand ou d'un Tessinois des connaissances linguistiques approfondies (allemand et dialecte), la même exigence n'intervenant pas pour un Président suisse alémanique qui ne possède souvent du français que des notions incomplètes.

b) Les organisations centrales ayant toutes leur siège en Suisse alémanique, les Romands ne sont pas représentés ^{dans la direction} /proportionnellement à l'importance des effectifs des affiliés aux groupements syndicaux et patronaux. Pour s'intégrer en Suisse alémanique, le Romand ou le Tessinois est contraint de s'exprimer parfaitement en bon allemand et en tous cas de comprendre le dialecte, d'où la difficulté d'occuper un poste en Suisse alémanique. Mentionnons par exemple le cas du Vorort de l'Union Suisse du Commerce et de l'Industrie (organisation patronale par faitière) qui, sur ses 2 secrétaires n'en a qu'un de Romand.

c) Si les organisations centrales fournissent un effort vis-à-vis de la minorité romande en traduisant en français toute

la correspondance, documentation ... le Tessin ne jouit pas des mêmes égards. Il est indispensable à un Tessinois, même s'il occupe un emploi subalterne, de connaître au moins une des deux autres langues nationales.

Notons enfin qu'en certains cas, les différences linguistiques dissimulent des oppositions plus profondes (cas de l'agriculture de Suisse Romande dont plusieurs éléments s'estiment négligés ou [?] par l'organisation professionnelle à majorité alémanique).

Pour un développement de ces notions, voir les procès verbaux des entretiens suivants :

- entretien avec H. Fischer, Union Suisse des Arts et Métiers, Berne (Annexe 8)
- ✓ entretien avec H. Sauer, Secrétaire romand de l'Union Suisse des Paysans, Brougg (Annexe 9)
- entretien avec H. Möri, Secrétaire général de l'Union Syndicale Suisse, Berne (Annexe 10).

II. Observations générales

L'existence des trois langues nationales est avant tout un facteur de complication pour le secteur privé. Cependant le problème n'est pas né ~~xxx~~ aujourd'hui et peu à peu des concessions mutuelles ont permis d'arriver à une situation où les difficultés paraissent secondaires et où chacun estime naturel de fournir un effort pour aboutir à une entente.

Il arrive que la position internationale ~~du~~ du Français vaille aux romands l'octroi d'avantages particuliers. C'est ainsi que depuis que l'Organisation Internationale du Travail existe, l'Union Syndicale propose au Conseil Fédéral la candidature d'un Romand pour le mandat de délégué des travailleurs à la Conférence Internationale du Travail. Mieux

même, ce sont encore les Romands qui dominent dans la longue liste des conseillers techniques ayant accompagné les délégués lors des sessions annuelles de la Conférence qui se sont succédées depuis 1919. Le fait que le français soit à côté de l'anglais langue officielle de l'OIT explique ce privilège. Il est vrai que la délégation de l'Union Syndicale dans d'autres organismes internationaux présente une image différente.

Si, parfois, la minorité romande se sent désavantagée, il serait inexact de s'en prendre uniquement à l'esprit autoritaire des Suisses alémaniques. On constate que, très souvent, l'effort fourni pour que règne l'harmonie entre les différentes régions linguistiques est beaucoup plus le fait des Alémaniques que des Romands. En effet, les Suisses alémaniques se soucient de ne pas blesser les Romands. Ils le font d'autant plus facilement qu'ils manifestent à leur égard une certaine admiration. S'ils estiment, un peu à juste titre, que les Romands ne sont pas aussi précis, aussi organisés dans leur travail que les Suisses alémaniques, ils apprécient par contre leur culture, leur manière de vivre, ils aiment leur langue et se font un point d'honneur de parler français.

Or, cet effort des Suisses alémaniques pour parler la langue de la minorité n'est pas réciproque. Un Romand estime normal qu'on s'adresse à lui en français. Cette attitude s'explique partiellement par le fait que les Suisses alémaniques, qui ne peuvent demander aux Romands de comprendre les dialectes suisses-allemands, préfèrent souvent s'exprimer en français qu'en bon allemand.

Quant aux Tessinois, ce sont peut-être les seuls qui méritent l'attribut de "minorité" : à tous les niveaux, réunions, correspondance, publications, on attend d'un Tessinois qu'il comprenne soit l'allemand, soit le français. L'expérience semble prouver que les Tessinois se sont pliés à

ces exigences et il est fort possible que ce soit au Tessin x que l'on rencontre le plus de personnes sachant s'exprimer parfaitement dans deux ou trois langues nationales.

Sans heurt et sans conflit - la position réciproque des parties n'a jamais atteint véritablement le stade du malaise - chacun s'efforce de faciliter la tâche de l'interlocuteur de l'autre région linguistique.

Il faut cependant mettre l'accent sur deux points dont nous avons déjà parlé et qui sont les deux aspects fondamentaux du problème des langues en Suisse, l'aspect matériel d'une part et l'aspect moral de l'autre :

- Des années de pratique ont rendu moins apparent le coût effectif que représente l'adaptation nécessaire des organisations et entreprises : cadres moyens et supérieurs bilingues, traducteurs affiliés, ou recrutés occasionnellement, équipe rédactionnelle propre dans chaque région linguistique ...

Certes, toutes ces dépenses supplémentaires pèsent moins lourdement sur une grande organisation, telle que l'Union de Banques Suisses, que sur un groupement syndical à budget restreint, par exemple. De ce fait, on conçoit aisément que certaines entreprises aient dû renoncer à s'implanter en Suisse romande ou en Suisse alémanique pour ne pas avoir à affronter de telles complications.

- Une grande partie de l'activité économique se concentre en Suisse alémanique. C'est ainsi que les diverses organisations ou entreprises à succursales multiples établissent le plus souvent leur siège central en Suisse alémanique. Or, les Romands et les Tessinois acceptent difficilement de quitter leur région, de rompre avec leurs coutumes et leur culture. Rares sont les x Romands ou les Tessinois véritablement assimilés. A Berne et à Zurich, ils forment une communauté fermée, à l'inverse des Suisses alémaniques qui apprennent

le français et viennent s'établir définitivement en Suisse romande, sans rencontrer de difficulté d'adaptation.

Conclusion

En première analyse, on peut affirmer que le système fonctionne, malgré les inconvénients qu'il entraîne. Dans le secteur des relations économiques privées, la paix des langues n'est certainement pas une formule creuse ou vaine.

Chaque Suisse, dès son jeune âge, doit apprendre soit l'allemand, soit le français et, dans les programmes d'enseignement en Suisse, plus que partout ailleurs, l'accent est mis sur la nécessité d'une connaissance approfondie des langues. On donne donc, en Suisse, la possibilité à tous les jeunes de quitter l'école en connaissant relativement bien le français et l'allemand. Les chances de départ paraissent égales mais la langue de la majorité occupera toujours le premier rang pour une promotion sociale à l'échelle nationale et, tant qu'existeront les dialectes, Romands et Tessinois hésiteront à s'établir en Suisse alémanique.

Sur cette base, on pourrait être tenté de considérer que le problème des langues dans l'économie privée est une pure affaire technique ou si l'on préfère une simple donnée objective sans résonances affectives ou partiales; c'est en somme un facteur dont la prise en considération s'impose pour assurer la bonne marche et augmenter le rendement de l'exploitation : élément de prix de revient le plurilinguisme doit dès lors être abordé comme tous les autres éléments de ce coût avec le souci d'en rendre la charge minimale.

Telle est en définitive le point de vue qu'ont soutenu la plupart de nos interlocuteurs. Admettons qu'il est plausible mais qu'il ne suffit pas à donner une vue complète de la question. Celle-ci se caractérise aujourd'hui

par un élément déjà examiné dans le rapport sur les pratiques linguistiques de l'administration publique : la prépondérance croissante de l'élément alémanique dans la gestion des affaires. Il en résulte que la vie économique du pays tend de plus en plus à passer sous le contrôle du groupe alémanique et que celui-ci tend à avoir la part du lion dans la distribution des hauts postes de l'économie privée : encore que l'on ne dispose pas à cet égard d'informations statistiques, les spécialistes du problème ne nous ont laissé aucun doute sur l'existence d'un ^{ce} mouvement. [Certains experts estiment que cette tendance est aggravée par l'insuffisance tenant aux réticences du groupe minoritaire vis-à-vis de la langue dominante et survenant aux efforts accomplis pour améliorer l'étude de l'allemand à l'école. C'est bien possible mais une raison fondamentale d'abus d'alourdissement de la tendance est qu'il n'existe pas dans l'économie privée les dispositifs de contre-poids qui, en matière de relations politico-administratives, permettent de sauvegarder les droits d'une langue. En matière d'affaires privées, on ne saurait envisager comme cela est le cas dans l'appareil public, d'établir et de faire respecter une sorte de quota dans la distribution des postes au profit des groupes linguistiques minoritaires. Par ailleurs, la vie des affaires connaît un processus inexorable de centralisation qui contraste avec le maintien des souverainetés cantonales - maintien qui continue de s'affirmer malgré les empiètements de la Confédération : or c'est dans l'un des principes les plus solidement attachés à cette souveraineté - celui de la territorialité des langues que réside l'un des facteurs essentiels de l'intégrité des groupes linguistiques. Les affaires, spécialement celles qui rayonnent sur plusieurs régions linguistiques ne sont ^{liées} par aucune stipulation de cet ordre, seule des considérations d'opportunité commerciales pouvant les conduire à respecter les droits des langues minoritaires dans l'agencement de leur exploitation.

Cette primauté de la Suisse alémanique entraîne sans nul doute un appauvrissement du statut des langues minoritaires dans l'ordre économique. Mais, comme nous l'avons établi dans le rapport sur les pratiques linguistiques de l'administration fédérale, cette prépondérance exerce des conséquences fâcheuses pour les langues minoritaires au niveau même des services administratifs de l'Etat. Autrement dit, en dehors de ces conséquences directes, cette situation retentit fâcheusement, de manière indirecte, sur le destin des langues minoritaires et l'on a la preuve que les dispositifs d'ordre public eux-mêmes ne sauraient permettre de résister entièrement à cette poussée.

Nous en arrivons ainsi à l'idée qu'il est difficile de défendre l'avenir d'une langue sur la seule base de données culturelles et en faisant abstraction du rapport des forces dans l'ordre économique. Autrement dit, le destin des langues minoritaires en Suisse, y compris dans le secteur des relations publiques, dépend de l'aptitude des régions romandes et tessinoises à s'insérer mieux qu'aujourd'hui dans le développement économique du pays et à prendre une plus grande part dans l'orientation de ce développement. A côté de la tradition culturelle, l'investissement économique reste facteur de l'autonomie et du rayonnement linguistique.

Annexe 1

Procès verbal de l'entretien du 26.II.1965 avec H. Stahl,
assistant du chef du personnel de l'Union de Banque Suisse,
(U.B.S.), Zurich

Brèves données statistiques

L'UBS groupe 5.300 personnes pour toute la Suisse.

Répartition par région :

Suisse alémanique 3.200 (dont 1.770 au siège central à
Zurich)

Suisse romande 1.700

Tessin 400

A. Statuts et publications

Les statuts sont édités en deux langues, français
et allemand.

Les rapports annuels sont publiés en allemand,
français et anglais. Il en est de même pour le Bulletin écono-
mique et pour les diverses publications du Service de l'éco-
nomie.

A Zurich, un bureau de traduction pour les études
économiques et financières occupe 12 personnes en permanence,
chargées uniquement de traductions.

La revue UBS destinée au personnel comprend un mé-
lange d'articles en français, en allemand et également en
italien.

B. Assemblées et réunions

1) Direction générale

Les réunions sont hebdomadaires et réunissent 7
membres dont 1 seul romand, les 6 autres étant tous des Suisses
alémaniques. Auparavant ces réunions avaient lieu à Genève;
elles ont maintenant lieu à Zurich.

2) Directeurs de Zurich

Les réunions sont hebdomadaires et ne groupent que des Suisses alémaniques.

3) Directeurs des bureaux succursales et agences.

La réunion est annuelle. On compte environ 70 personnes.

Il n'y a pas de traduction. Les directeurs sont censés être bilingues. Toutefois, leur connaissance de l'allemand est souvent insuffisante, surtout pour comprendre ceux des discours des Suisses alémaniques qui sont faits en dialecte.

4) Assemblée générale des actionnaires

Elle se réunit une fois par an. La participation varie de 150 à 200 personnes, avec une forte majorité de Suisses alémaniques.

Chacun parle sa langue et il n'y a pas de traduction. L'exposé du Président de l'Assemblée est rédigé en allemand et en français et distribué avant la réunion.

C. Communications

Lorsque la centrale de l'UBS de Zurich s'adresse à une grande banque de Suisse romande, elle le fait en allemand. Lorsqu'elle doit s'adresser à une petite banque ou à un client Suisse romand, elle le fait en français. La Suisse italienne reçoit sa correspondance en français.

- Conversation orale : les directeurs de langue maternelle française s'expriment rarement en allemand et les Suisses alémaniques font souvent l'effort de parler le français lorsqu'il s'adressent à un Romand.

- Communiqués de presse : les cours et la tendance de la Bourse sont communiqués en allemand par telex. Il n'y a pas de problème puisque le texte est quasi inexistant.

L'Anglais est utilisé pour les rapports avec les étrangers résidant en Suisse et à l'étranger.

D. Connaissances linguistiques du personnel et échanges

Les cadres sont bilingues ou trilingues (anglais). Les chefs de service sont bilingues généralement.

Les échanges sont fréquents mais plutôt à sens unique (Suisses allemands en Suisse romande). Les Suisses romands font plus facilement des stages en Allemagne. On peut estimer que la relation est de 5/1, en prenant comme base une masse identique d'employés. On constate qu'il est plus facile pour un Suisse alémanique de s'adapter en Suisse Romande que l'inverse.

Actuellement, Zurich préfère que ce soit des Romands qui assurent la gestion des banques en Suisse romande car ils sont mieux à même de traiter avec la clientèle de leur propre région.

Le pourcentage des Suisses alémaniques ^{employés en} permanence varie selon l'importance des villes de Suisse Romande. A Lausanne, par exemple, sur 300 personnes, on compte environ 10 - 15 % de Suisses alémaniques qui occupent généralement des postes supérieurs. A Montreux, il n'y aurait plus que 3 - 4 % de Suisses alémaniques.

E. Fonctionnement du système

Toute maison d'une certaine importance en Suisse doit tenir compte des 3 langues nationales. Les traductions sont une nécessité et l'appareil économique s'est adapté à cette exigence en accordant une importance plus ou moins grande aux minorités. D'une manière générale, les Suisses alémaniques s'efforcent de communiquer en français lorsqu'ils parlent à des Romands alors que ces derniers présument que l'on connaît leur langue.

Le secrétariat romand de l'UBS de Zurich est un exemple de l'effort fourni pour faciliter les contacts entre les diverses régions linguistiques. Ce secrétariat se compose de 10 - 12 personnes, presque exclusivement Romandes, chargées de transmettre à la Direction les projets de crédits proposés

Annexe 2

Procès verbal de l'entretien du 18.II.1965 avec le professeur Jean Golay, professeur à l'Université de Lausanne, Président du Conseil d'Administration de la Société Vaudoise de Secours Mutuels, Lausanne.

1. Conseil d'administration et autres réunions

Le siège se trouvant à Lausanne, les réunions du Conseil d'administration ont lieu à Lausanne et en français.

Lorsque des réunions ont lieu en Suisse allemande, chacun parle sa langue. Les Tessinois s'expriment soit en allemand, soit en français, selon leurs connaissances dans l'une ou l'autre langue.

2. Publications

Les rapports annuels sont publiés en deux langues. Il en est de même pour le journal interne (bulletin trimestriel). ~~xxxxxxx~~

Toutes les formules et tout ce qui peut toucher le client est nécessairement édité en trois langues.

3. Correspondance

Le plus souvent, la centrale s'adresse en allemand à ses succursales de Suisse alémanique. Les Suisses alémaniques s'adressent en allemand à la Centrale de Lausanne.

4. Personnel et formation

Les échanges de personnel sont fréquents. On envoie du personnel suisse français en Suisse alémanique et inversement. Dans le recrutement du personnel on n'exige pas cependant la connaissance des deux langues.

On constate qu'un effort est fourni pour la formation linguistique des employés. Récemment, la Mutuelle a installé à Lausanne un laboratoire de langues, organisé par le personnel lui-même.

*
* *

M. Golay, qui est membre de la Commission Fédérale des Banques donne aussi quelques informations sur le problème des langues dans ~~le~~ ^{ce} secteur. Là ~~non plus~~, il semble que le problème des langues ne se pose pas de manière aigue.

1. Réunions

Dans les séances, chacun parle sa langue et il n'y a pas de traduction.

2. Publications

Les rapports annuels sont publiés en deux langues. Il en est de même pour la presse et les communiqués envoyés à la presse.

3. Correspondance et communications

Seules les grandes banques ont des agents dans toutes les villes de Suisse alémanique.

On constate très souvent que les banquiers suisses-allemands aiment écrire en français.

Pour les communications, techniques, chacun s'exprime dans sa propre langue. L'italien est rarement utilisé et on remarque que les Tessinois se font un point d'honneur de parler une autre langue, soit l'allemand, soit le français.

4. Importance de l'anglais

C'est dans le secteur des Banques que la langue anglaise se révèle la plus souvent utilisée. Nombreux sont les Anglais et les Américains qui viennent placer des fonds en Suisse.

Annexe 3

Procès verbal de l'entretien du 17.11.1965 avec M. Wavre,
directeur de la Compagnie d'assurance "La Suisse", Lausanne.

Le siège central de la compagnie se trouve à Lausanne. Il s'agira donc de définir les rapports entre l'administration centrale qui a son siège situé dans une minorité linguistique et les diverses succursales établies en Suisse alémanique principalement et au Tessin.

Pour la Compagnie "La Suisse", comme pour toutes les grandes compagnies d'assurance, il faut noter que le problème des langues ne se pose pas seulement au niveau national mais également à l'échelle internationale, étant donné que ces compagnies ont des succursales en Europe et en Amérique.

1. Les réunions

Le conseil d'administration ne réunissant que des Suisses romands, à ce niveau, le problème des langues ne se pose pas. xxx

Dans les conférences qui groupent les directeurs des différentes régions linguistiques, chacun parle sa langue. Les Tessinois s'expriment généralement soit en français, soit en allemand.

Dans les réunions de l'association de faits, le "Verband", qui contrôle l'activité de toutes les compagnies d'assurance, chacun parle sa langue. Les procès verbaux sont rédigés dans la langue du Président.

2. Publications et rapports annuels

Les rapports annuels sont publiés dans les deux langues, allemand et français. Il en est de même pour le rapport du bureau fédéral des assurances.

Toutes les autres publications, polices d'assurance, déclarations de sinistre ... sont rédigées en français et

traduites en allemand et en italien. Pour une compagnie d'assurance, il est nécessaire de disposer d'une documentation dans les trois langues.

C'est à ce niveau que réside la véritable difficulté car la publication en trois langues nécessite des traducteurs, des stocks de papier considérables et donc, des dépenses supplémentaires.

3. Correspondance

La centrale s'adresse aux succursales en allemand, ceci aussi bien dans la correspondance écrite que dans les appels téléphoniques.

4. La Presse

"La Suisse" édite un journal interne destiné au personnel et aux agents des succursales en Suisse. Cet organe qui paraît cinq fois par an est rédigé uniquement en français.

5. Succursales et employés

Le problème linguistique s'est posé lorsqu'il a fallu réunir à Lausanne les agents généraux des succursales. Les agents ne connaissant pas nécessairement les 2 langues, les exposés devaient être donnés en français et en allemand. Cependant, depuis quelques années, le problème a été résolu différemment : deux réunions sont organisées, l'une pour les Suisses allemands, l'autre pour les Suisses romands. Les Tessinois sont intégrés dans le groupe Suisse alémanique.

Au niveau des employés, la compagnie procède très souvent à des échanges : à la fin de leur apprentissage, les jeunes Suisses alémaniques font un stage d'une année à Lausanne. Les Suisses romands sont envoyés dans les succursales de l'étranger.

Si l'on veut résumer la pensée de M. Favre, on peut dire que pour lui, le problème linguistique ne se pose pas dans le secteur des assurances. Le seul inconvénient

est la nécessité de publier la documentation dans les trois langues. La difficulté ne dépasse donc pas le niveau matériel.

Annexe 4

Procès verbal de l'entretien du 5.III.1968 avec M. Fluckiger, assurance "La Générale", Berne.

A. Eléments statistiques

Au total, la compagnie occupe 691 personnes + 2.000 agents occasionnels.

Parmi les employés fixes, 4 258 sont à Berne au siège central.

La Générale compte 30 succursales réparties dans toute la Suisse, dont :

- 8 en Suisse romande
- 1 au Tessin
- 21 en Suisse allemande.

B. Statuts et publications diverses

Les statuts sont édités et publiés en allemand. Ils sont mult copiés en français.

Le rapport annuel de gestion est publié en allemand, français et anglais.

Parmi les publications, il faut distinguer ce qui concerne le personnel de la compagnie et qui est publié en allemand et en français et ce qui touche le public comme les polices d'assurance, la publicité ... qui sont publiées de manière générale dans les 3 langues, allemand, français et italien. Les documents à plus techniques comme les tarifs par exemple sont publiés en allemand et en français seulement.

C. Réunions

- Le conseil d'administration se réunit à Berne et il est composé exclusivement de suisses alémaniques bien que la Suisse romande et le Tessin représentent 20 % du portefeuille de la compagnie.
- La Direction se compose également de Suisses alémaniques exclusivement. Les Romands ne tiennent pas à venir s'installer à Berne.

- les réunions des délégués ont lieu à Berne. Chacun parle sa langue, les Suisses allemands s'efforcent de parler le bon allemand et il n'y a pas de traduction.

D. Formation du personnel et échanges

Les cours d'instruction (initiation et perfectionnement) pour les nouveaux inspecteurs sont organisés séparément pour la Suisse romande et la Suisse allemande.

Les échanges se font plus facilement dans le sens Suisse allemande - Suisse romande. L'intégration d'un ^{Romand} à Berne est plus difficile du fait que ~~le~~ ^{le} ~~Romand~~ doit connaître deux langues : le bon allemand pour son travail et le suisse allemand pour ses relations sociales.

On compte à Berne environ 20 secrétaires romands.

E. Correspondance

En principe, la centrale s'adresse en français aux succursales de Suisse romande. Cependant, lorsque les inspecteurs à qui l'on doit ~~xxx s'adresser~~ ^{écrire} connaissent suffisamment bien l'allemand, on s'adresse à eux en allemand. Pour le Tessin, on emploie soit l'allemand, soit le français.

Les communications orales ~~se font~~ ^{s'effectuent} presque exclusivement en français, les Suisses alémaniques se faisant un honneur de parler français et les Romands partant de l'hypothèse que tout le monde sait le français en Suisse alémanique. A ce propos, il est certain qu'il est beaucoup plus courant de trouver un Suisse allemand bilingue qu'un Romand bilingue.

F. Traductions

Pour toute la compagnie, il n'y a qu'un seul traducteur employé à temps fixe. Il s'agit d'un avocat qui assure toutes les traductions des textes techniques, juridiques et une partie de la correspondance, celle qui demande une traduction très rigoureuse.

Cet avocat (M.P. Murith) a souligné quelques-unes

des difficultés qui se posent dans les rapports Suisses français-Suisse alémaniques :

- 1) La Suisse allemand tient trop souvent à montrer qu'il sait le français et, plutôt que de demander conseil à un Romand, il préfère une correspondance rédigée en pur "français fédéral".
- 2) Le dialecte bernois ~~xxxxx~~ est extrêmement dur à assimiler pour un Romand et même après plusieurs années de résidence à Berne, le Romand préférera converser en français avec ses collaborateurs suisses alémaniques.
- 3) Il est difficile pour un Romand de renoncer à sa propre culture, c'est pourquoi il hésitera beaucoup à donner une éducation Suisse allemande à ses enfants. Souvent il préférera réintégrer la Suisse française.

Procès verbal de l'entretien du 5.II.1965 avec Marcel Boson, privat docent à l'Université de Lausanne sur l'Union Suisse des Coopératives de Consommation. Bâle

L'entretien a porté exclusivement sur le problème linguistique tel qu'il est résolu par l'Union Suisse des coopératives.

1. Presse et rapports annuels

a) Presse populaire

Il existe trois journaux différents dans les trois régions linguistiques :

- Genossenschaft
- Coopération
- Cooperazione.

Les trois journaux sont édités à Bâle. Cependant, chaque journal possède son équipe rédactionnelle propre et sa propre publicité.

b) Presse technique

Il existe deux revues indépendantes, l'une en français, l'autre en allemand :

- Le Coopérateur Suisse
- Der Schweiz-Konsumerverein.

c) Rapports annuels

Les rapports annuels sont publiés en allemand. Il existe une traduction française. Pour des raisons financières, ces rapports ne sont pas traduits en italien.

2. Statuts de l'USC

Ils ont toujours été publiés en deux langues. Depuis 1964, ils sont publiés en italien.

art. 7 : "Dans la mesure du possible, il doit être tenu compte des différentes langues nationales".

3. Organes

1) Assemblée des délégués

Les réunions sont annuelles. La plupart des discours sont faits en allemand.

Depuis quelques années, les discours en allemand sont traduits simultanément en français et en italien.

Les discours en français et en italien sont traduits en allemand au micro.

2) Conseil d'administration

Le Conseil comprend 25 membres qui représentent les diverses régions du pays.

art. 39. "On tient compte de l'importance économique des différentes régions du pays et de leurs rapports à l'Union".

Au sein du Conseil d'administration, chaque orateur parle dans sa langue maternelle. Il n'y a pas de traduction. Les Tessinois emploient généralement la langue française.

4. Correspondance

Dans la correspondance et les appels téléphoniques, l'USC utilise la langue du destinataire. Chaque région qui s'adresse à l'Union écrit dans sa langue.

5. Formation des cadres et du personnel de l'USC

Pour la formation du personnel, il a été institué un séminaire coopératif comprenant 3 sections : Muttens (Sâles) pour les allemands; Jussy sur Vevey (Vaud) pour les romans ; Tavernes (Tessin) pour les italophones. Les cours, patronés et financés par l'USC, sont destinés au personnel de vente, aux cadres des services techniques, aux militants et jeunes gens coopératives.

*
* *

D'une manière générale, selon l'avis de M. Boson, le problème linguistique est résolu en ce qui concerne l'USC. Seul le Tessin serait peut-être préterité. Le phénomène pourrait s'expliquer du fait que le canton du Tessin ne représente qu'une part minime dans la contribution au développement des coopératives.

Annexe no 6

Procès verbal de l'entretien du 26.II.1965 avec M. Zehrig, adjoint du secrétaire général de la Société Coopérative Migros - Zurich

1. Eléments statistiques

La Société coopérative Migros occupe dans son ensemble 22'000 personnes parmi lesquelles nous mentionnerons :

- le personnel des 15 coopératives et de la fédération représentant 14'600 personnes (dont 4.300 pour la Suisse Romande)

- le personnel des fabriques qui regroupent environ 4.000 personnes selon la répartition suivante :

Suisse romande : 1.300 personnes

Suisse alémanique : 2.700 personnes.

- le personnel des entreprises d'imprimerie, entrepôts : 400 personnes, toutes en Suisse alémanique.

2. Origine cantonale des dirigeants

- Délégués de l'administration : 7 dont 1 romand.

- Représentants des coopératives affiliées : 10 Suisses alémaniques.

- Administration centrale : quelques Romands avec une forte majorité Suisses alémaniques

- Membres de l'assemblée des délégués : 100 membres élus.

On compte environ 1/3 de Suisses romands.

D'une manière générale, les cadres supérieurs de la coopérative Migros sont presque toujours des Suisses alémaniques. Au niveau des cadres moyens et inférieurs, on trouve des Romands, ce qui n'était pas le cas au début de la création des succursales Migros en Suisse romande.

3. Langues parlées dans les réunions

- Au niveau supérieur dans les réunions de l'administration - qui ont toujours lieu en Suisse allemande - chacun parle sa langue. Il n'y a pas de traduction et les quelques Romands qui participent à ces réunions sont bilingues.

- A la conférence des directeurs de coopératives et des fédérations, l'allemand est la langue officielle. Les Romands parlent le français mais il n'y a pas de traduction.

- A l'Assemblée des délégués qui regroupe 100 membres élus par la base, chacun parle sa langue (les 3 langues sont officielles). Cependant on ne pratique la traduction simultanée que pour le français.

On pratique le même système à l'Assemblée des membres des administrations et directeurs des coopératives.

- chaque année, aux Grisons, les membres des comités coopératifs se réunissent pour une semaine d'étude. Chacun parle sa langue et le secrétaire romand se charge généralement de donner un résumé en français des interventions des orateurs suisses alémaniques.

D'une manière générale, les procès verbaux sont rédigés en allemand et résumés en français.

Si des Suisses romands participent à une réunion, les Suisses alémaniques s'efforceront de parler le bon allemand.

4. Statuts

Il est indiqué dans les statuts que "les trois régions linguistiques doivent être représentées dans l'administration".

L'importance de la représentation des diverses régions linguistiques dépend de l'importance des achats faits auprès des coopératives Migros. Cependant, même si ces achats sont insuffisants, le canton du Tessin est toujours représenté.

5. Correspondance

L'administration centrale comprend 7 départements + un secrétariat général. Chaque département a son secrétariat avec un personnel bilingue ou trilingue (allemand, français, anglais).

La Centrale s'adresse aux succursales soit en français, soit en allemand. Les circulaires sont rédigées dans les deux langues. Pour le besoin, la correspondance est rédigée soit en français, soit en allemand.

Il n'y a aucune organisation systématique pour les traductions. Parfois, Migros a recours à des spécialistes pour la traduction de certains textes techniques. Cependant, les rapports annuels, par exemple, sont traduits par la rédaction de Construire, qui occupe un personnel bilingue et compétent.

6. Presse

Les thèmes de caractère général sont publiés dans les 3 journaux. Ce n'est pas toujours le cas pour les articles politiques qui n'intéressent parfois qu'une région ou qui doivent être orientés différemment selon les régions (caractère plus conservateur de la Suisse alémanique).

Tirage :

<u>Construire</u>	130.000) édités à Zürich
<u>Brückenbauer</u>	520.000	
<u>Azione</u>	40.000	édité à Lugano.

Les coopératives participent aux frais de publication en versant 12 ct. par exemplaire. Le reste est subventionné par la Fédération centrale.

7. Recrutement du personnel

Pour les employés de bureau de l'administration centrale et des succursales, l'allemand et le français sont exigés. Pour certains secteurs, l'anglais est nécessaire; l'italien l'est rarement.

Les échanges de personnel sont fréquents.

Tous les employés de la coopérative Migros peuvent fréquenter gratuitement tous les cours des Ecoles-Clubs. Ils

Annexe no 7

Procès verbal de l'entretien du 9.II.1965 avec M. Eric Agiez,
directeur de l'École-Club Migros Lausanne.

Au cours de l'entretien, M. Agiez a voulu expliquer quelle était l'origine de la prédominance suisse alémanique sur le commerce privé suisse. Pour appuyer son raisonnement, Monsieur Agiez s'est basé sur l'histoire, l'ethnologie, la linguistique, la formation intellectuelle et la littérature dans son ensemble.

1. La tradition du commerce

De tous temps les pays germaniques et anglo-saxons ont joué un rôle de premier plan dans le commerce :

- en France, ce sont les Alsaciens, les Normands, les protestants du Rhin ... qui ont toujours dirigé le commerce français.
- en Belgique, c'est l'élément flamand qui détient les grandes chaînes commerciales.
- en Suisse, la partie germanique a "colonisé" le commerce de la partie française en ~~X~~ plaçant des cadres allemands dans tous les postes-clés.

On peut dire qu'au XXe siècle, le conditionnement du marché est exclusivement allemand. Les méthodes de travail, les habitudes de travail - de plus en plus systématiques et rationnelles - se propagent rapidement dans les régions latines, où le commerce a toujours été considéré comme un travail de boutiquier, mal réputé.

2. L'esprit germanique et latin face au commerce

De plus en plus, le rationalisme économique est une nécessité. Le commerce moderne est fait d'hésitations et il dépend de facteurs contingents imprévisibles, en dehors de toute logique.

A l'encontre du commerçant français, prisonnier d'une vieille méthodologie, de raisonnements rigoureux, le commerçant allemand ou anglo-saxon repense les problèmes jour après jour et parvient à renouveler et à perfectionner ses méthodes de travail. Le pragmatisme german et anglo-saxon permet des aménagements. D'autre part, la langue allemande, beaucoup moins précise, rend le dialogue moins rationnel que la langue française mais beaucoup plus efficace.

Selon H. Agiez, les Américains transmettent un germanisme du 2ème degré. Au niveau de la distribution, les Américains occupent la première place mais la méthode, les recherches, ont leur source dans le Nord de l'Europe.

3. La formation intellectuelle sous l'angle commercial

Si l'on oppose la Suisse française et la Suisse alémanique dans la conception de la formation universitaire, on constate des différences fondamentales au niveau du secteur commercial.

En Suisse allemande, on donne aux étudiants une culture avant tout axée sur la pratique. On tient à former des éléments productifs. En Suisse romande, la culture a une valeur intrinsèque et les liens entre l'Université et la vie pratique ne sont pas considérés comme primordiaux. C'est une des raisons pour laquelle un licencié es sciences commerciales d'une Université de Suisse romande ne sera jamais engagé comme directeur d'^{une} entreprise ^{alémanique}.

4. Le recrutement des cadres

Au niveau supérieur, directeurs de succursales, chefs de vente, sous-directeurs, la coopérative Migros nomme des responsables suisses allemands.

Ces chefs sont choisis parmi les éléments suivants:

- + Suisses allemands envoyés de Zürich
- + Suisses allemands implantés en Suisse française depuis une génération
- + Suisses allemands choisis sur place qui travaillent dans des maisons concurrentes.

Aux échelons inférieurs, on constate que le chef de la succursale engagera beaucoup plus facilement un employé suisse alémanique avec lequel les contacts seront plus aisés et qui aura la même forme de raisonnement. Au point de vue efficacité dans son travail, le germain ^{devenue} restera toujours germain même s'il reste longtemps en Suisse française.

D'autre part, le germain s'intègre très rapidement dans la société latine. On a même constaté que certains Suisses allemands devenaient plus "romands" que les Romands eux-mêmes.

Quant au Suisse français qui doit travailler en Suisse alémanique, on constate qu'au contact d'une civilisation pratique, élémentaire, organisée à l'extrême, il manifeste une révolte d'opposition et devient ainsi inassimilable. Certes, la communauté française est nombreuse dans les villes de Suisse alémanique, mais c'est une communauté extrêmement fermée.

Annexe 8

Procès verbal de l'entretien du 5.III.1965 avec M. Fischer,
Union Suisse des arts et métiers, Berne.

1. Organisation de l'association

Le Secrétariat central se trouve à Berne et groupe la majorité du personnel. Les organisations cantonales affiliées sont autonomes dans leur organisation.

Au siège central un secrétaire romand et une aide traductrice assurent la correspondance et les traductions en français. Tous les collaborateurs à Berne doivent connaître l'allemand et le français.

2. Réunions

Dans les grandes assemblées (sections suisses et congrès annuels) on pratique la traduction simultanée, uniquement de l'allemand en français.

Dans les autres réunions (comité directeur, réunion de la Chambre des arts et métiers), chacun parle sa langue et il n'y a pas de traduction. Si des Romands participent aux réunions, les Suisses alémaniques s'efforcent de parler le bon allemand. Les procès verbaux sont rédigés dans la langue de l'orateur.

3. Presse et publications

Le journal de l'association paraît en allemand toutes les semaines et en français tous les mois.

Toutes les circulaires adressées aux associations sont traduites en français et en allemand.

Les Tessinois connaissent généralement soit l'allemand, soit le français.

Les statuts et les rapports annuels sont publiés en français et en allemand.

4. Corr. correspondance et traduction

Le siège central de Bernne s'adresse en français aux associations romandes. Il est très important que les traductions soient rédigées en bon français et jamais aucune lettre ou publication n'est rédigée en français par un Suisse alémanique. Toutes les lettres et circulaires sont traduites ou visées par le service des traductions.

Dans les contacts personnels, il est habituel que les Suisses alémaniques s'expriment en français, ceci pour donner des facilités à l'interlocuteur romand qui a souvent beaucoup de peine à s'exprimer en allemand et qui s'attend à être compris dans sa langue.

D'une manière générale, l'organisation veille à ce que la minorité soit suffisamment représentée et on peut dire que, dans la pratique, la Suisse romande l'est plus que proportionnellement à sa population.

Annexe 9

Procès verbal de l'entretien du 12.II.1965 avec M. Sauer, secrétaire romand de l'Union Suisse des paysans.

1. Réunions et assemblées.

En ce qui concerne l'USP, les rapports entre les diverses régions linguistiques sont facilités du fait que le directeur, M. Juri, parle couramment les trois langues.

Lors des réunions du comité directeur, réunions mensuelles, chacun s'exprime dans sa langue. Les Yassois parlent soit l'allemand, soit le français, suivant qu'ils s'adressent à un ^Romand ou à un Suisse alémanique. Les procès verbaux sont rédigés dans la langue de l'orateur.

Dans les grandes assemblées où les participants ne sont pas censés connaître l'allemand et le français, on traduit des résumés des discours des divers orateurs.

Le problème linguistique pose plus de difficultés à l'échelon inférieur : dans les rencontres entre diverses organisations paysannes, les délégués ne parlent souvent qu'une langue ou un dialecte et le milieu paysan reste fortement attaché au dialecte local.

2. Correspondance et documents techniques

La centrale de l'USP à Brugg fournit un gros effort et envoie sa correspondance en français. Les succursales de Suisse Romande s'adressent à la centrale également en français.

Au niveau des organisations spécialisées, la documentation est envoyée en allemand. Il faut remarquer également que de nombreux dirigeants syndicaux ne s'expriment qu'en allemand.

Les documents techniques rédigés en allemand posent des problèmes étant donné que les traductions reviennent très cher, d'une part, et que, d'autre part, la langue technique se déchiffre difficilement.

Les rapports annuels de l'USP sont rédigés en allemand et traduits en français.

3. La Presse

- Les journaux locaux sont de loin les plus importants. Ils sont rédigés dans une seule langue.

- Le journal ou plutôt la feuille Le paysan suisse, organe officiel de l'Union Suisse des paysans, est rédigé en trois langues et intégré dans tous les journaux locaux.

*
* *
*

Les 3 langues officielles en Suisse sont la source de grandes difficultés, tout d'abord au niveau matériel : nécessité de traductions à tous les échelons. Mais le problème se pose avec plus d'acuité au niveau moral : il y a, d'un côté, la Suisse alémanique qui prend comme source d'évolution l'Allemagne. D'un autre côté, la Suisse française se tourne presque exclusivement vers la France pour sa documentation. C'est ainsi qu'une entente entre les deux régions culturelles se heurte constamment à des obstacles. Cette divergence d'orientation est le véritable problème.

La coordination suisse alémanique en Suisse française est très forte. Dans le monde des affaires, la coordination est possible puisqu'il s'agit de produits semblables. Dans le monde paysan, les organisations se sont structurées avec un esprit régionaliste fermé. Le besoin de contacts se fait moins sentir.

Il faut enfin mettre en évidence que le monde paysan est constitué d'hommes qui veulent rester indépendants et libres. C'est peut-être le facteur qui entrave le plus tout progrès.

Avec une majorité alémanique forte, toute initiative romande est considérée comme suspecte. Pour arriver à faire admettre une idée, une proposition, il faut toujours passer par le Centre d'abord, ce qui ne facilite pas les cho-

Annexe 10

Procès verbal de l'entretien du 23.II.1965 avec M. Mëri, secrétaire général de l'Union syndicale Suisse, Berne.

D'une manière générale, M. Mëri fait remarquer que la partie française est bien représentée dans le mouvement syndical suisse étant donné que 27,2 % des effectifs sont recrutés en Suisse romande avec une forte majorité pour le canton de Neuchâtel (Horlogerie).

1. Assemblées et réunions

Les réunions de l'USS peuvent aussi bien avoir lieu en Suisse française, au Tessin qu'en Suisse alémanique. Au Congrès, on pratique la traduction simultanée dans les trois langues. Dans la commission on parle à la fois l'allemand et le français.

Le comité directeur de l'USS réunit 19 membres dont 16 représentants des fédérations. Certaines fédérations élisent 2 membres, un Romand et un Suisse alémanique. Les 3 autres membres sont les représentants des cartels syndicaux de Suisse alémanique, de Suisse romande et de Suisse italienne. Dans ces réunions qui sont mensuelles, chacun parle sa langue et il y a traduction soit en français, soit en allemand après chaque intervention. La traduction est automatique si l'orateur est Suisse français, ce qui n'est pas le cas lorsque l'orateur est suisse alémanique.

2. Statuts

Il n'est pas fait allusion au problème des langues dans les statuts. On ne notera cependant, bien que cela ne soit pas spécifié dans les statuts que l'on n'a pas vu se passer du dernier quart de siècle un Romand devenir Président de l'USS. Si c'étoit le cas, le Suisse romand serait tenu de parler parfaitement l'allemand, l'inverse n'étant pas une nécessité

absolue pour un Président Suisse alémanique.

3. Presse

Le service de presse de l'USS édite les communiqués envoyés aux grands journaux dans les trois langues.

La Revue Syndicale Suisse, organe mensuel de l'USS est publié en français et en allemand.

4. Correspondance

Lorsque la Centrale de Berne s'adresse à une Fédération, elle le fait généralement dans la langue du destinataire, à l'exception des Tessinois qui reçoivent leur correspondance en français.

Selon M. Möri, lorsque des Romands parlent de sous représentation au niveau national il faut tenir compte de la situation réelle :

- d'une manière générale, on tient compte en grande partie de la minorité romande nettement avantagée par rapport à la minorité italienne.
- nombreux sont les romands qui refusent de s'expatrier à Berne, ceci souvent par préjugé.

